

# ENTREPRISES & BUSINESS

## L'obligation du formulaire de virement européen généralisée

Les institutions financières belges mettront un terme, le 17 octobre prochain, au traitement des formulaires orange de virement belges, annonce la Fédération belge du secteur financier (Febelfin). La période transitoire prévue pour garantir un service ininterrompu s'achève à cette date. L'utilisation obligatoire du formulaire de virement européen de couleur rouge se généralise. Rien ne change pour les virements électroniques, précise la Febelfin. ■

## 1 milliard d'utilisateurs

Le logiciel de cartographie Google Earth a été téléchargé plus d'un milliard de fois depuis son lancement en 2005, a annoncé le géant américain de l'internet. Google Earth, un atlas numérique disponible gratuitement, «est probablement une des applications les plus téléchargées de tous les temps», a expliqué Peter Birch, responsable produit chez Google. Le logiciel a été enrichi au cours des années par de nombreuses fonctionnalités, comme des villes entières en 3D, et a déjà permis quelques découvertes en géographie. ■

«Avec une telle appréciation du yen, l'entreprise ne peut plus utiliser le Japon comme centre de sa production mondiale et base pour ses exportations de voitures.»

**Takanobu Ito**

Le président du constructeur japonais Honda a tiré la sonnette d'alarme dans une interview donnée au quotidien local «Asahi». Honda, qui exporte à l'heure actuelle entre 30 et 40 % de sa production japonaise, voit ses marges fondre avec le yen qui flambe. ■



## Feu vert pour un prêt à Sabca

La Commission européenne a donné hier son feu vert à l'octroi par les autorités belges d'une avance remboursable de 32,8 millions d'euros à l'entreprise aéronautique Sabca. Cette avance doit servir au développement de volets sustentateurs pour le futur avion de passagers Airbus A350 XWB. «Les autorités belges ont présenté des éléments de preuve attestant que le secteur financier était réticent à apporter au projet un financement suffisant en raison de l'importance de l'investissement, des risques technologiques et commerciaux et de la durée de l'amortissement», a indiqué l'exécutif européen. «L'aide contribuera donc à pallier une réelle défaillance du marché.» ■



© Photo News

## Une cinquantaine d'emplois menacés chez De Witte Lietaer à Wervik

Le fabricant de textiles automobiles De Witte Lietaer à Wervik prévoit de supprimer un quart de ses 180 emplois, a appris la CSC mercredi lors d'un conseil d'entreprise. Concrètement, 45 postes d'ouvriers et trois postes d'employés sont menacés. Actuellement, 140 ouvriers et 40 employés travaillent pour l'usine de Wervik. La cause de ce licenciement collectif serait la baisse des ventes d'automobiles qui aurait influé sur les commandes de l'entreprise flamandaise. ■

Belga

# « Certaines banques françaises semblent avoir manqué d'humilité »

Plutôt résistantes à la crise des «subprimes», elles ne se sont pas remises en cause, estime Christophe Nijdam (AlphaValue).

## INTERVIEW

Krystèle Tachdjian

La chute de Dexia a renforcé les craintes sur le secteur bancaire européen. La situation financière de ses rivales françaises n'est pas aussi critique mais elles sont aussi dans la tourmente. Christophe Nijdam, analyste financier chez AlphaValue, revient sur leurs difficultés.

**Crédit Agricole, Société Générale et BNP Paribas réduisent la taille de leur bilan plutôt que d'augmenter leur capital ? Est-ce la bonne solution ?**

► **Christophe Nijdam:** Les banques françaises sont avant tout confrontées à une crise de liquidité et non pas de solvabilité, bien que les deux soient liées. Si elles avaient fait des efforts plus rapides sur la question de la liquidité, elles ne seraient pas aujourd'hui dans cette situation avec les conséquences systémiques qu'elle peut avoir. Elles auraient pu réduire plus tôt leurs activités de marché en dollars, structurellement déséquilibrées en liquidités. Certaines banques françaises ont manqué un peu d'humilité. Elles se sont dit qu'elles avaient plutôt « mieux que bien » traversé la crise des subprimes, ce qu'elles ont attribué à la



© Photopqr/Le Parisien

supériorité de «leur» modèle de banque universelle. Du coup, elles en ont déduit qu'il n'était pas nécessaire de se remettre en cause.

**Elles ont péché par excès de confiance ?**

► Elles n'ont tenu dans la tourmente de la fin 2008 que parce qu'elles étaient « too big to fail »: l'Etat français a mis sur la table 360 milliards d'euros, sous forme de soutien par recapitalisation temporaire (produits hybrides) et par

garantie de leurs emprunts, pour endiguer la crise de liquidité systémique qui allait les balayer... Lancer une augmentation de capital dans les conditions de marché dépréciées d'aujourd'hui serait extrêmement dilutif pour leurs action-

naires, d'où la solution désormais imposée de la cure d'amaigrissement qui a pour objectif de faire d'une pierre deux coups: alléger la contrainte de la solvabilité tout en desserrant l'étau de la liquidité. Elles ont raté l'opportunité de le

faire volontairement ces trois dernières années, elles vont maintenant devoir le faire sous la pression en une seule année. Quelque part, il y a eu une défaillance dans leur gouvernance.

**Elles restent trop dépendantes du financement court terme devenu plus rare et plus coûteux en période de crise ? Comment expliquer ce déséquilibre ?**

► En France, les trois principales banques cotées financent leurs bi-

piennes pour ménager une opinion publique moins conciliante qu'en 2008. Pour UBS, si on exclut l'affaire de la fraude de trading, il faut noter que la banque suisse a été capable de réduire en une année sa taille de bilan d'un tiers en coupant près de la moitié de son portefeuille de trading entre 2008 et 2009, soit 400 milliards d'euros environ. C'est le montant de régime minceur que doivent dégorger les trois banques françaises ensemble d'ici fin 2012.

«Ily a eu une défaillance dans la gouvernance.»

Ch. Nijdam



© Doc

lans avec quatre ressources principales: les dépôts des clients particuliers et entreprises (pour environ 30%), l'emprunt à long terme (10% à 12%), les fonds propres (3%), et encore pour plus de la moitié par des financements de marchés à court terme. A la tentation, toujours présente, de réduire les financements à l'économie réelle européenne, les banques françaises devront s'attacher à diminuer en premier lieu leurs activités de marché en dollars et leurs activités bancaires non-euro-

**Ont-elles de la marge pour tailler dans les activités de marché ?**

► Elles disposent d'une variable d'ajustement colossale avant d'avoir à resserrer le crédit à l'économie réelle, si elles jouent le jeu de l'intérêt général: c'est pour cela que je suis surpris quand j'entends certaines banques parler de plan de réduction des financements aéronautiques, touchant ainsi indirectement Airbus dans une partie de billard à 4 bandes dont l'objectif subreptice est d'effrayer les politiques. ■

LE SPÉCIALISTE DU DÉSTOCKAGE ET DES VENTES PRIVÉES VA OUVRIR UN CENTRE DE LOGISTIQUE DE 10.000 M<sup>2</sup> À BRUXELLES

## Caméléon achète un rival néerlandais

La société Caméléon, active dans le déstockage et les ventes privées de vêtements dans le Benelux, vient de racheter son concurrent néerlandais Shop-Vip.com. Si Augustin Wigny, le CEO de Caméléon, préfère ne pas se prononcer sur le montant de la transaction, il précise au passage que le chiffre d'affaires de Shop-Vip.com tourne autour des 4 millions d'euros.

Cette acquisition, présentée par Augustin Wigny comme le premier achat transfrontalier dans le secteur, devrait permettre à Caméléon d'accélérer la croissance de son chiffre d'affaires.

En regardant dans le rétroviseur, on se rend mieux compte de la croissance de la société implantée à Woluwé, à côté des anciens bâtiments de RTL-TVI.

En 2008, le chiffre d'affaires de Caméléon s'élevait à 22 millions d'euros. L'année dernière, il a atteint 36 millions d'euros. Cette année, selon les dernières perspectives, il devrait osciller entre 50 et 55 millions d'euros.

Le rachat d'un concurrent de ventes en ligne est tout sauf anodin. Il faut évidemment répondre à la pression engendrée par l'intention annoncée par les Français «Vente Privée» et «Show Room

Privé» d'arriver sur le marché belge.

«Le secteur du déstockage et des ventes privées est en pleine consolidation. Des petits acteurs sont en train de disparaître, c'est dans ce contexte que la nouvelle de ce rachat est intéressante», explique Augustin Wigny.

Quoi qu'il en soit, l'arrivée éventuelle en Belgique des acteurs français de ce secteur ne semble pas inquiéter Caméléon outre mesure. «Toutes les études démontrent que les consommateurs préfèrent toujours des enseignes locales», précise encore le CEO de Caméléon avant d'ajouter que sa

société a réussi, au fil des années, à créer une relation de confiance avec les marques.

### NOUVEAU CENTRE DE STOCKAGE

Pour Caméléon, la part des ventes en ligne dans la totalité du chiffre d'affaires connaît une croissance insolente. Lancé fin 2007, le site de vente en ligne Snapstore représente actuellement environ 30 % du chiffre d'affaires. D'ici à 2012, cette part devrait monter à 50 %.

Enfin, la société est également à deux doigts d'inaugurer son nouveau centre de logistique de 10.000 mètres carrés. Ce centre

de stockage se trouve au bord du canal à Bruxelles, sur un site construit par Leasinvest, une filiale d'Ackermans & van Haaren.

«À partir du moment où nous vendons 2,5 millions de pièces par an, il devenait essentiel de faire passer la logistique au premier plan. Si la logistique nous permet de gagner un centime par pièce, on économise 25.000 euros», explique encore Augustin Wigny.

Pour Caméléon, qui a bénéficié de subsides régionaux, ce nouveau centre logistique représente un investissement total de 350.000 euros. ■

Nicolas Keszei

## Un hyper-restaurant à la tour Zenith au Quartier Nord

La tour Zenith et ses 23 étages (30.000 m<sup>2</sup>) vides étaient en quelque sorte devenus le symbole de la réforme du marché bruxellois des bureaux, plus encore que le Waterside, un immeuble de bureaux de 12.000 m<sup>2</sup> situé non loin de là et vide depuis sa mise sur le marché il y a trois ans.

Alors que le «take up» (= prise en occupation) du marché bruxellois des bureaux reste d'une modestie désespérante, on imagine que les courtiers concernés se feront une joie de confirmer ces jours-ci que 24.000 m<sup>2</sup> de bureaux ont trouvé preneur au quartier Nord, à savoir 40 % de la tour Zenith loués à deux parastataux (voir L'Echo du 18 août der-

nier), et les 12.000 m<sup>2</sup> du Waterside loués au SPF Justice (voir L'Echo du 5 octobre).

Deux informations s'ajoutent à ces confirmations. La première est que les loyers annuels économiques (et non faciaux) consentis pour ces transactions sont de 135 EUR/m<sup>2</sup> pour la tour Zenith et de 125 EUR/m<sup>2</sup> pour le Waterside. La seconde est que les 900 m<sup>2</sup> du rez-de-chaussée de la tour Zenith seront occupés par un restaurant géré par une filiale du groupe français Sodexo. C'était une des exigences des parastataux prêts à occuper la moitié de la tour. Le loyer convenu sera indexé sur le chiffre d'affaires de l'établissement. ■

J.B.I.